

L'université de l'avenir : comme on vient à Göttingen

::: Yvon Pageau

If you don't have the money, you have to think.

Si vous n'avez pas d'argent, vous devez penser.

Ernest Rutherford, prix Nobel de chimie 1908,
professeur à McGill de 1898 à 1907.

Mai 1968

Début mai 1968, Daniel Cohn-Bendit, la tête rouge, mène la « chienlit » à Paris. Il veut réformer l'Université, renverser le pouvoir. De Gaulle n'est pas renversé, mais se retire en 1969. Pendant ce temps, j'attendais impuissant et impatient que la rébellion cesse pour soutenir ma thèse de doctorat en paléontologie. J'ai pu procéder le 3 juin, alors que la Sorbonne sentait encore les gaz, grâce à la bienveillance des membres du jury. Plusieurs compatriotes ont dû revenir à l'automne soutenir leur thèse, avec les coûts que cela impliquait. Mon doctorat a coûté 12 F (2 timbres de 6 F), un pour l'inscription, l'autre pour recevoir l'attestation de diplôme. J'ai reçu le diplôme un an plus tard, après publication de ma thèse et l'envoi de 125 exemplaires au secrétariat de l'Université de Paris. Coût total : 158 \$. Aujourd'hui, Cohn-Bendit occupe le fauteuil lucratif de député au Parlement européen, et pour veiller au destin de l'Europe, il est passé du rouge au vert ! C'est le destin de bien des anarchistes. C'est peut-être pour cela que dans *L'espoir* André Malraux fait dire à l'un de ses personnages : « Le Christ ? C'est un anarchiste qui a réussi. C'est le seul. »

Le savoir

Dans son allocution sur *Le savoir pour prendre son avenir en main*, le 13 décembre 2007, devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, madame Monique Leroux, chef de la direction financière du Mouvement Desjardins, appuie Robert Lacroix (alors recteur de l'Université de Montréal, qui rêve d'un méga-hôpital universitaire sur ses terres) et la Conférence des recteurs des Universités qui

59

mai 2013

sommaire

L'université de l'avenir : comme on vient à Göttingen Yvon Pageau	1
Une certaine biographie des sciences juridiques à l'UQAM — La période 1972-1986. Deuxième partie : l'ère du programme de baccalauréat, phase II : les crises (1976-1980) Carol Jobin	4
Des branches devenues racines et qui refleurissent Amaya Clunes	9
Rapport du Président Yvon Pépin	15
Rapport du secrétaire Yvon Pépin	16



demandent en chœur au gouvernement d'augmenter le financement des universités. Le gouvernement a entendu l'appel et la hausse des frais de scolarité fait partie de la réponse. Madame Leroux sait que le *savoir paie*, elle qui a vu à ce que son salaire augmente de 200 000 \$ (5 fois un salaire moyen de 40 000 \$) pour atteindre, en 2011-2012, 3,1 millions de dollars. Elle peut bien citer Alphonse Desjardins sur la solidarité, à moi qui ai étudié au Collège de Lévis en 1940, à deux pas de la première Caisse, à moi sociétaire d'une Caisse dite populaire, à moi qui ai appris ce mot de Paul Valéry : « Je n'hésiterai jamais à le déclarer : le diplôme est l'ennemi de la culture »... sans doute de la culture du partage.

L'argent

Mais madame Leroux rappelait aussi que la compétition des universités entre elles augmente leurs dépenses d'une façon indue. Ainsi, on s'explique mal que presque toutes les universités au Québec aient des campus satellites. Ces chevauchements sont en partie l'effet de la méthode du gouvernement pour financer les universités par tête de pipe, tout en pondérant plus généreusement les sortes de pipes (médecine et sciences). D'où la volonté des recteurs d'aller chercher des clientèles, des têtes de pipes supplémentaires dans le territoire du voisin. Plus l'université est grosse, plus le recteur est gros. La fatuité n'épargne personne. L'Université du Québec, avec ses succursales à travers la province, devait rejoindre les étudiants chez-eux. Mais en 2012, même avec l'Internet, ça ne suffit pas ! Les universités vont vers les étudiants. On est loin de Göttingen. L'Université de Göttingen avec 2 500 professeurs pour 26 000 étudiants et 46 lauréats de prix Nobel, n'a pas besoin de succursales en Allemagne. **On vient à Göttingen de partout**, du monde entier même. Là est le secret.

Le cœur

Avec le cœur aux études et beaucoup de travail, avec des moyens financiers limités, souvent avec des équipements de fortune, des hommes et des femmes ont fait de grandes découvertes et ont contribué un peu au bien de l'Humanité. Voici quelques exemples.

Marie Curie. Nobel de physique 1903 avec Becquerel et son mari Pierre Curie, pour la découverte de la radioactivité dans un hangar misérable et un salaire famélique ; et le prix Nobel de chimie en 1911, cette fois seule, pour le polonium et le radium. Marie Curie n'a pas pris de brevet pour mettre le radium et la radiothérapie au service de l'humanité.

Rita Levi-Montalcini. Nobel de médecine 1986 avec S. Cohen pour la découverte des facteurs de croissance des nerfs. Comme elle est juive, elle a dû se cacher dans une ferme au nord de l'Italie pour poursuivre sa recherche. Elle était si démunie, que pour survivre elle mangeait les embryons de poulet qu'elle étudiait avec des aiguilles à coudre. Elle est décédée fin 2012 à 103 ans ! Son vieux professeur, Giuseppe Levi qui était indifférent aux honneurs et aux hommages, avait une haute conception de la recherche : c'était un outil de connaissance, pas un objet de compétition ni un instrument de pouvoir. Une conception qu'on envie avec nostalgie alors qu'aujourd'hui l'idéologie économique semble guider l'activité scientifique.

Barbara McClintock. Nobel médecine 1983, seule récipiendaire, pour la découverte des jumping gènes dans le maïs avec un simple microscope optique et un salaire dérisoire.



Association des professeures et professeurs retraités de l'Université du Québec à Montréal

Conseil d'administration 2012-2013

Président	Yvon Pépin <i>pepin.yvon@uqam.ca</i>
Vice-président	Denis Bertrand
Secrétaire	Yvon Pépin
Trésorier	Roch Meynard Robert V. Anderson Amaya Clunes Gutierrez Gilles Gauthier Marcel Rafie

Bulletin Pour la suite du monde

Directeur	Marcel Rafie
-----------	--------------

Adresse postale

APR-UQAM
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

Secrétariat sans permanence (aucun employé sur place)

Bureau V-6130, pav. Sainte-Catherine
Université du Québec à Montréal

Téléphone (répondeur seulement) : 514-987-3605

Site Web : <http://www.apr-uqam.org>

Rachel Carson aurait mérité un prix Nobel. Elle a dénoncé l'usage intempestif des pesticides dont le DDT et a gagné la bataille avec *Silent Spring* de 1962, un succès de librairie qui a conquis l'Amérique. Carson a sensibilisé les États-Unis et le monde entier à l'environnement.

Ernest Rutherford. Nobel de chimie 1908, pour avoir décrit la radioactivité ; découvert l'atome vide en 1911 et le proton en 1919. Que dire des autres lauréats Nobel de physique comme **J.J. Thomson**, 1906, pour avoir découvert l'électron, **Planck**, 1918, pour la quantification de la lumière, **Einstein**, 1921, pour la corpusculisation de la lumière (les photons), **Bohr**, 1922, pour la position des électrons dans l'atome, **Heisenberg**, 1932, pour le principe d'incertitude (on ne peut connaître en même temps la vitesse et la position d'une particule), **Dirac**, 1935, pour l'antiélectron et l'antimatière, outre qu'ils nous ont révélé un univers fascinant.

L'université de l'avenir.

Toutes ces personnes et des milliers d'autres ont travaillé dans le cadre d'une université, pour comprendre notre propre matière. Et ça continue avec le boson de Higgs, cette particule qui est le ciment unissant les autres particules et leur insufflant l'existence sinon la vie. Sa découverte en juillet 2012 est le résultat de la mobilisation d'une armée de chercheurs (plus de 5 000), la plupart rattachés à une université dans 130 pays.

Car l'université n'est pas que matière : physique, chimie, biologie, géologie, mais aussi esprit. C'est pourquoi elle est universelle : politique, sociologique, juridique, artistique, historique, comptable, administrative, statistique, informatique, linguistique, théologique, philosophique, théâtrale, littéraire. Encore qu'on puisse être littéraire sans être allé à l'université comme l'ont été certains lauréats du prix Nobel de littérature : **Sigrid Undset**, 1928, et **Camus**, 1957.

C'est un privilège d'aller à l'université. Ce n'est pas une obligation de la fréquenter pour réussir une vie. Mais ceux et celles qui rêvent d'y aller, peuvent trouver espoir dans ce qu'a accompli **Mario Capecchi**, prix Nobel de médecine 2007. Sa mère, antifasciste, est poursuivie par la police italienne. En 1938, avant d'être arrêtée, elle confie son fils de deux ans à des voisins qui l'abandonnent quand Mario a cinq ans. C'est la guerre. Il vit dans la rue et vole pour survivre, jusqu'en 1945, quand sa mère le retrouve par hasard et l'amène aux États-Unis. Mario qui n'a jamais été à l'école, va apprendre l'anglais, le grec, le latin et la science, pour aboutir à Harvard en génétique avec James Watson, le gars de l'ADN. Il a eu les prix Nobel pour avoir modifié des souris avec des gènes humains homologues de cancers, de fibrose kystique et autres affections. Cette technique permet de tester de nouveaux médicaments.

Une certaine biographie des sciences juridiques à l'UQAM — La période 1972-1986

Deuxième partie : l'ère du programme de baccalauréat, phase II : les crises (1976-1980)

::: Carol Jobin

Dans le dernier Bulletin, j'ai décrit la phase d'implantation et de rodage du baccalauréat en sciences juridiques de l'UQAM durant les années 1972-1976, principalement caractérisée par l'autonomie, l'originalité et l'avant-gardisme du programme.

Durant les quatre années suivantes (1976-1980), ce modèle sera ébranlé par des crises annonciatrices de remises en question de certains acquis majeurs de la phase initiale. Pour rendre compte de cette période, je retiens trois moments marquants.

1. *Le conflit SPUQ-UQAM* (grève, automne 1976/hiver 1977)

Du conflit comme tel, il y a peu à dire. Sortis en grève sous un gouvernement Bourassa et sur une question de principe, nous restâmes en grève encore plus longtemps sous un gouvernement Lévesque (élu le 15 novembre 1976).

Les professeurs du département des sciences juridiques furent particulièrement militants (information, communications, cuisine, navette, piquetage, etc.) durant ce conflit où ils firent figure d'extrême-gauche d'un SPUQ lui-même dominé par la gauche. À l'autre extrémité du spectre politique se trouvaient les professeurs du département des sciences administratives (DSA) qui, pendant le conflit, donnèrent des cours dans des endroits loués, et qui requièrent de certains chargés de cours embauchés par le département des sciences juridiques de faire de même.

Le retour au travail sonna l'heure des règlements de compte. Nos relations étaient déjà mauvaises avec la famille des sciences de la gestion, qui nous commandait des cours que l'on répugnait à donner, même par chargés de cours interposés, parce que cela ne correspondait pas (euphémisme) à nos objectifs (qui étaient ceux du baccalauréat en sciences juridiques). Parallèlement, les relations avec le département des sciences administratives se détérioraient.

De plus, le volume de cours commandés allant croissant, l'administration de l'UQAM nous pressait d'embaucher en conséquence, alors que nous avions mis le droit des affaires à l'index et que nous ne croyions pas à l'existence d'un spécialiste dans ce domaine qui aurait pu cadrer avec nos orientations. Embaucher dans ces conditions, c'eût été ouvrir toutes grandes nos portes au cheval de Troie.

Je passe sur les détails. Toujours est-il que nous envoyâmes paître les « scabs ». Cette réaction, fortement inspirée par l'émotion du moment, marqua le début du processus de contournement du département des sciences juridiques par la famille et le département des sciences administratives concernant l'enseignement du droit dans leurs programmes. Ces événements provoquèrent un certain agacement de l'UQAM vis-à-vis du département des sciences juridiques et son « programme-chouchou », pour lequel il n'y avait jamais assez de ressources. Cet argument (manque de ressources) était soutenu par le département sur une base plausible : l'UQAM ne respectait pas les projections relatives aux ressources nécessaires à l'implantation du baccalauréat en sciences juridiques que le département interprétait comme des conditions auxquelles l'UQAM s'était engagée en faisant approuver le programme en 1972-73.

Quoiqu'il en soit, les relations du département des sciences juridiques avec la famille des sciences de la gestion et le département des sciences administratives prenaient une nouvelle tournure qui allait revenir nous hanter plus tard.

2. *La vague marxiste-léniniste (m.-l.) et la radicalisation étudiante* (1977-1979)

L'arrivée au pouvoir du Parti québécois eut, dans la gauche, des rebondissements particuliers. La naissance et le déferlement d'une vague marxiste-léniniste (composée de plusieurs groupes concurrents) en fut un des plus notables. Ni l'UQAM, ni le département des sciences juridiques, ni le programme ne furent

épargnés. Le débat idéologique monta de plusieurs crans et pénétra dans les salles de cours, dans les assemblées syndicales, dans les réunions départementales, semant l'interrogation et la confusion, jetant les bases de la confrontation, emportant quelques professeurs tandis que d'autres pratiquèrent le flirt et que plusieurs étudiants, les plus militants, s'y engouffrèrent en dilettantes, rendant silencieuse la majorité. Plusieurs recherchaient activement la ligne juste et beaucoup attendaient passivement qu'on la trouvât.

Ce courant et tout ce qu'il charriait (sans jeu de mots) interpellait nos objectifs et nos deux principales pratiques : l'enseignement et les services à la collectivité.

Le mouvement syndical et populaire fut aussi déstabilisé par cette vague. Le mouvement marxiste-léniniste prit le contrôle et liquida plusieurs groupes populaires avec lesquels nous avions des relations privilégiées. Il s'attaqua également au mouvement syndical qui, plus organisé, s'avéra plus résistant. Mais le courant parvint quand même à susciter une certaine division en tenant un discours dénonçant la trahison des membres et des luttes par l'establishment syndical.

Avec l'entrée en scène de ce courant idéologique, c'en était fini de la relative homogénéité du mouvement syndical et populaire que nos objectifs socio-économiques postulaient. Comme tous ceux qui se greffaient à ce mouvement, nous étions collectivement et personnellement sommés de nous brancher et menacés d'être dénoncés. Une telle situation constituait un recul.

Au sein du département des sciences juridiques, les dégâts furent limités. D'abord ébranlés par la vague, nous parvînmes à nous maintenir en nous identifiant à la « gauche non alignée ».

Mais, à l'intérieur du programme, les rapports enseignants-étudiants furent davantage éprouvés. Les orientations idéologiques et militantes du programme fournissaient un terrain propice au débat que cherchaient à imposer les groupes marxistes-léninistes désireux de traquer l'opportunisme et le sectarisme sous toutes leurs formes.

Notre modèle pédagogique et notre gestion du programme intégraient un rapport de négociation avec les étudiants. Ce rapport était « contenu » par l'allégeance commune aux objectifs du programme.

S'appuyant sur ces objectifs, les zélés marxistes-léninistes engagèrent la critique de leur transposi-

tion dans la pratique (matière enseignée, pédagogie, exigences, etc.). Le rapport de négociation devint plus que jamais un rapport de forces, avec tout ce qui s'ensuit d'une telle conception de la négociation qu'au demeurant, nous partagions et enseignions.

Cela donna lieu à des dérapages plutôt désolants. La conception que l'on se faisait du droit est représentative de ce processus de glissement. Au départ, les concepteurs du programme avaient décrit le droit non seulement comme une « réalité sociale mais (aussi) comme un langage dont la principale fonction est de masquer au profit d'intérêts précis et identifiables une réalité sociale oppressive pour la majorité ». La norme juridique était présentée comme essentiellement idéologique d'où la nécessité de l'étudier dans une perspective critique et de la démystifier. Sous l'impulsion du débat, une certaine critique étudiante en vint elliptiquement à cette lapidaire conclusion, que « Le droit, c'est de la merde ! ».

Et de cette conception, il découlait (entre autres) :

- que les professeurs n'avaient aucune légitimité à enseigner le droit d'autant plus qu'ils n'avaient aucune autorité pour prétendre enseigner la réalité sociale et la condition des exploités et qu'ils n'avaient aucune expérience de lutte ;
- que le droit enseigné était une mystification et ne pouvait légitimement servir de prétexte à fonder un rapport hiérarchique et autoritaire (rapport d'exploitation) vis-à-vis les étudiants ;
- que l'important n'était pas de maîtriser le droit, mais de militer, ce qui justifiait que l'on puisse s'absenter des cours ; on apprend davantage, disait-on, dans l'action militante que dans les salles de cours d'un appareil idéologique d'État ;
- que la compétence était secondaire par rapport à une compréhension « correcte » des enjeux de la lutte (variante sur le thème « Peu importe que le train soit en retard, pourvu qu'il soit rouge ».).

Au-delà de ces discours, dans les faits, on voyait s'amenuiser les contenus des cours, les exigences pédagogiques, la charge de travail des étudiants et les évaluations. Le modèle pédagogique s'appauvrisait. Le travail en équipe se faisait à l'ombre d'un pesant voile corporatiste interdisant à l'enseignant de vérifier les connaissances et les compétences des individus et leur contribution aux travaux collectifs. On rencontrait, dans les ateliers ou dans des séances d'encadrement, de moins en moins l'équipe et de plus en plus le

« représentant de l'équipe ». Il y avait une tendance à la spécialisation, donc à la division des tâches, dans l'équipe, chaque membre prenant la charge plus particulière des travaux d'un cours. Les assistances aux cours baissaient ; on faisait les lectures, donc on n'avait pas de temps à perdre à se faire répéter au cours (durée d'une heure maximum) des choses qu'on aurait lues. Les corrections de travaux (dont la négociation avait réduit le nombre) étaient de moins en moins motivées. Il n'était pas rare de n'avoir que la mention « B » sur sa copie. Et à quoi bon mettre un « I » pour incomplet ? Il fallait alors renégocier opiniâtrement les termes de la reprise et recorriger. Quant à mettre E, un ou deux procès en assemblée modulaire (dont la négociation avait fait l'instance ultime de révision de note) avaient établi une jurisprudence « auto-critiquant » les professeurs en cause qui en étaient ressortis blâmés. De toute façon, on s'entendait tous pour dire qu'on ne travaillait pas pour la note.

Le modèle dérivait aussi au plan des admissions. Le questionnaire et l'entrevue de sélection comportaient des clés dont le secret était éventé. Les copains savaient quoi et comment répondre. La parité était devenue deux étudiants pour un professeur. Du côté étudiant, on cherchait à débusquer derrière le candidat le traître, l'opportuniste, voire l'indicateur. Le point de référence, c'était « nous qui avons été admis ». Le système confinait à la cooptation, quelquefois au népotisme.

On ne faisait pas de réelle différence entre le département et le programme. On revendiquait une participation étudiante à l'embauche des nouveaux professeurs. On se demandait pourquoi, pour le bien du programme, on n'embauchait pas tel avocat dont on avait « vraiment appris », lors de son stage ou tel chargé de cours qui avait une « vraie expérience pratique et progressiste du droit ».

Par ailleurs, on aurait tort de généraliser. Il y avait au programme encore beaucoup d'étudiants réceptifs, intéressés et qui poursuivaient un apprentissage sérieux, selon le modèle original. Mais, dans le cadre du « rapport de forces », c'est la démocratie participative qui oriente. Or, beaucoup d'étudiants (les adultes surtout) ont « décroché » de ces assemblées extrêmement exigeantes, estimant qu'ils ne pourraient en infléchir les résultats et qu'ils avaient du travail plus important à faire. D'autres laissaient aller, estimant qu'une baisse des exigences ferait leur affaire. Plusieurs aussi ont proposé ou supporté les revendications étudiantes de bonne foi. Il faut dire à leur décharge que peu d'ef-

forts ont été consacrés à leur présenter une autre vision des choses. Ils ont même reçu certains encouragements à persister pour protéger les acquis du programme.

La signification profonde, au-delà des discours, de cette radicalisation étudiante fut la domestication des objectifs scientifiques et (surtout) pédagogiques du programme au bénéfice des intérêts immédiats de l'étudiant. Les objectifs socio-économiques, ceux qui étaient les plus porteurs d'exigences parce qu'ils appelaient à se former pour jouer un rôle social, ont été occultés par l'avènement d'un corporatisme étudiant. La formation n'était plus orientée vers un « futur extérieur », mais par un « présent intérieur ». Le programme n'était plus un investissement ; il était devenu un objet de consommation.

Le phénomène ci-haut décrit n'est quand même pas le seul à avoir façonné l'évolution de notre programme. Celui-ci avait son dynamisme propre qui faisait que, lorsque l'étudiant revenait de son stage pour entreprendre sa dernière année de baccalauréat, on s'attendait à ce qu'il soit mieux préparé à une étude organique du droit (alliant les bases académiques et un aperçu du droit en action dans la société) dans le sens des objectifs scientifiques du programme. Or, ce qui se produisit, c'est qu'une majorité d'étudiants revenant de stage envisagèrent plutôt le Barreau comme la prochaine étape de leurs études pour pouvoir déboucher sur la pratique. Cette réorientation se manifesta par un choix de cours à fort contenu technique et par la revendication que ce contenu soit livré.

Le fait que le programme ne mettait pas de l'avant comme objectif la préparation au Barreau bien qu'il y donnât accès et le fait que les premières promotions d'étudiants du programme avaient moins bien réussi dans les examens de l'École de formation professionnelle que ceux des autres universités ne firent qu'aiguiser la critique au sujet de la compétence des enseignants. On n'avait cependant pas le réflexe de remettre en cause le programme. On essayait plutôt de tirer le maximum de cette dernière année. On s'impliquait moins dans l'activité modulaire et on conservait souvent un emploi à temps partiel qui était le prolongement du stage. Il faut d'ailleurs noter que les étudiants du programme faisaient généralement bonne impression lors du stage. On leur reconnaissait assez unanimement une capacité et une autonomie appréciables en matière de recherche, ce qui correspondait d'ailleurs au modèle pédagogique du baccalauréat.

3. Remise en question et scission chez les professeurs (1979-1980)

Tous ces phénomènes se sont répercutés chez les professeurs qui constataient que leur crédibilité était à la baisse, que leur rôle était dévalorisé, que leur marge de manœuvre était quasiment nulle et que les contradictions ou faiblesses constatées à l'usage se répétaient et se prolongeaient sans espoir. La clientèle étudiante se renouvelait et c'était un éternel recommencement. Ce qu'un étudiant finissant admettait comme un correctif nécessaire ne serait jamais accepté par l'étudiant en cours d'études qui invoquait des droits acquis.

Mais tous les professeurs ne percevaient pas de la même manière l'état du programme dont la période de rodage était alors terminée.

Pour certains, le cap devait être maintenu et tout ce qu'on pouvait reprocher au programme n'était qu'incidents de parcours. Pour d'autres, les déficiences étaient structurelles et il fallait un sérieux redressement pédagogique. Pour d'autres enfin, il fallait réviser l'ensemble du programme en profondeur et le relancer sur des nouvelles bases, en profitant des leçons de la première expérience.

Il s'agissait là de tendances. Les alternatives n'étaient pas envisagées aussi carrément. Le débat était plus diffus. Il connaissait des moments de pointe à la fin de chaque année académique, lors de la « semaine départementale », véritable retraite fermée annuelle des professeurs. À ces moments-là, tous reconnaissaient, en principe, que certains ajustements seraient souhaitables.

C'est dans un de ces moments que, vers mai-juin 1979, l'assemblée délibéra sur une résolution comportant des modifications au plan pédagogique visant à corriger certains excès. Cette résolution fut adoptée bien que certains ne l'acceptaient que du bout des lèvres, en prévenant leurs collègues qu'ils ne s'en feraient pas personnellement les défenseurs. La résolution fit consensus et devint la position départementale qui serait présentée aux étudiants lors de la rentrée suivante.

Dans l'intervalle de l'été 1979, les représentants étudiants furent informés de la teneur de la résolution départementale. La rentrée se fit dans des locaux du nouveau campus. La position départementale fut alors exposée de façon variable, avec plus ou moins de conviction ou de diplomatie, d'un groupe-cours à l'autre. En peu de temps, ce fut la levée de boucliers

et le déclenchement d'une grève étudiante qui allait durer sept semaines.

À mesure que le conflit se développait, le département de sciences juridiques parut de plus en plus ouvertement divisé. Il y eut démission à la direction du département et constitution d'un groupe professoral de négociation appuyé par une majorité de professeurs. Un règlement impliquant le statu quo intervint sans mettre fin pour autant à la controverse.

Cette crise marqua un point tournant autant pour le département que pour le programme de baccalauréat. Ce fut la fin du consensus départemental. Durant les mois qui suivirent, tout ce qui faisait la vie départementale fut soumis à la polarisation entre deux factions qui se livrèrent une lutte acharnée sur tous les plans bien que tous ne s'y adonnèrent pas avec la même ferveur. Le climat intérieur était néanmoins pourri et le décorum difficile à maintenir dans un cadre où les propos vexatoires côtoyaient les procès d'intention.

L'escalade et la personnalisation trouvèrent à s'exprimer dans le prétoire sonore des instances de l'UQAM saisies, sans l'avoir cherché, de nos problèmes. Une grève de sept semaines ne passe pas inaperçue. Elle ouvre la porte à une décision de validation ou d'annulation de session. De plus, il y avait lieu d'examiner sur le fond le dossier du régime pédagogique du baccalauréat à propos duquel des révélations et des questions troublantes étaient formulées par des professeurs et étudiants dissidents. C'était la fin de l'hermétisme solidaire professeurs-étudiants qui avait été la plus solide garantie de l'autonomie du programme.

Les instances institutionnelles entendirent donc les deux parties qui ne ménagèrent rien pour faire triompher leur point de vue respectif. À partir de ce moment, le département et le module s'attirèrent l'antipathie de beaucoup de membres de la communauté universitaire et, singulièrement, des représentants de l'administration. Plusieurs se réjouirent, pour toutes sortes de raisons, de nos difficultés.

Les meubles furent finalement sauvés. Il n'y eut pas d'annulation de session. On adopta un régime pédagogique particulier officiel intégrant certaines pratiques qui avaient cours. Pour prévenir un retour à la clandestinité, on créa quelques comités de travail chargés de recommander aux instances la marche à suivre sur certains aspects préoccupants de la pédagogie.

Désormais, les activités du module et du département feraient l'objet d'une surveillance plus étroite. Dans ce contexte, l'Université devint peu encline à nous fournir de nouvelles ressources. Les robinets se fermèrent. Nous étions sous observation. Le vocable « tutelle » fut évoqué de temps à autre. Cette menace n'était pas invraisemblable. L'UQAM démontra d'ailleurs qu'elle était capable de poser de tels gestes en s'attaquant au dossier du programme d'Animation et recherche culturelle (ARC).

Une fois les temps forts de la crise passés, ce qui n'alla pas sans des moments de rémission (party étudiants-professeurs où ces derniers assumèrent la partie culturelle dont le clou était une simulation de l'assemblée « départ-mental »), la morosité s'empara d'un peu tout le monde. Les professeurs, peu importe leur tendance, étaient vidés, aigris, démobilisés. Les réunions et leur contenu furent réduits au strict minimum. À certains moments, chaque faction se réunissait de son côté, essayant tant bien que mal de panser ses plaies et de soigner ses ulcères.

La morosité était d'autant plus présente que nous collectionnions les tuiles.

Les programmes de sciences de la gestion amorçaient une opération de « vidage » (élimination) des cours JUR de leurs programmes. Nous ne réagissions pas.

La gauche perdait le contrôle du SPUQ qui allait être dominé par des éléments qui nous étaient plutôt hostiles.

Nos étudiants se classaient toujours bons derniers aux examens du Barreau.

On s'interrogeait de plus en plus à notre sujet et, sans préjugé favorable, même chez nos alliés d'antan.

C'était la fin d'une certaine réputation de groupe solidaire, original, débrouillard, combatif, homogène, « sympathiquement délinquant et excessif », efficace, généreux, autonome, faisant flèche de tout bois, suscitant la curiosité et, à certains égards, l'envie.

- Un programme de baccalauréat axé sur une pédagogie qui a donné lieu à l'innovation, à la production d'excellents instruments, à un système d'encadrement très profitable pour les étudiants les plus motivés, à l'acquisition d'habiletés de recherche et à la production de plusieurs excellents travaux par des étudiants.

- Un programme de baccalauréat socio-politiquement progressiste et, en même temps, très « praticien » en regard de l'intervention sociale.

- Des services à la collectivité résolument tournés vers le mouvement syndical et populaire. Cette dimension fut à ce point poussée que la question de « la recherche » et celle « des activités extérieures », au sens de notre convention collective, ne se posaient qu'en termes de formes d'interventions au service de cet objectif.

Au chapitre des valeurs négligées, il faut aussi reconnaître :

- À l'intérieur du programme et du département, la dimension scientifique-critique a davantage fait l'objet d'un discours assez dogmatique et superficiel que d'un véritable effort d'approfondissement et de formation théorique ou même appliquée à la réalité. Entre nous, nous discutons rarement de questions de droit.

- La composante recherche en général a été escamotée. Nous n'avions tout simplement pas le temps et nous privilégions l'information-analyse vulgarisée.

- La condition enseignante au quotidien fut pitoyable. Notre système pédagogique était épuisant et offrait peu d'incitation au développement du contenu des cours. Ce système faisait du professeur l'un des instruments d'apprentissage les moins valorisés. Ce que nous exigeons de notre employeur, nous nous le refusions à nous-mêmes.

Cette période fut celle de la suprématie des valeurs pédagogiques parce que, au fond, c'était le domaine qui correspondait le plus au concret, au quotidien, à une prise sur le réel et à des résultats palpables et qui, en même temps, démontrait le plus notre originalité et notre identité.

Et l'on fut puni par où l'on avait péché, parce que la crise qui a marqué la fin de l'ère du programme fut, avant de dégénérer en une scission sur tous les plans, une querelle entre pédagogues sur des valeurs, des objectifs et surtout des méthodes pédagogiques.

Dans le prochain bulletin, en dernière partie, je décrirai notre réorientation, différenciant, entre autres, les responsabilités modulaires et départementales et relatant notre engagement dans un processus d'affirmation départementale. À bientôt.

Des branches devenues racines et qui refleurissent

::: Amaya Clunes

Deux clés complémentaires nous guident dans l'élaboration de ces lignes que nous voulons partager avec les lecteurs de *Pour la suite du monde*. La première a trait aux racines, à l'enracinement et au déracinement dans les processus d'acculturation. La deuxième fait référence à la manière dont nous créons notre image, notre présence et notre discours pour être acceptés dans un milieu d'accueil, à travers la création artistique. La création produit, dans le champ de la culture, de nouveaux ponts et de nouveaux liens, recréant un nouvel enracinement à partir du déracinement.

On peut montrer que le fait de s'enraciner dans de nouvelles terres ne signifie pas, de façon obligatoire ou nécessaire, la négation de soi ou la transformation de l'individu en un être totalement différent ou l'assimilation totale à un nouveau milieu. Il semble évident que certaines personnes sont plus perméables que d'autres aux changements, à des transformations profondes et que cette perméabilité facilite l'adaptation et l'interrelation avec le nouveau milieu.

Cet article est le résultat d'une étude empirique, voire pragmatique, de réflexion et d'auto-analyse de quelques créations réalisées à l'extérieur de mon pays d'origine. Il traite du processus selon lequel l'affirmation et la symbolisation de soi sont des phénomènes préalables et indispensables à l'interrelation des cultures, étant donné que l'exilé perd, dans le déracinement, une grande partie de son identité. Dans la majorité des cas, l'exilé doit donc réaffirmer son nom et ce que cela signifie : nous sommes de telle lignée, nous venons de tel pays, nous étions ceci, nous faisons cela... nous avons perdu ceci ou cela...

Cet article se veut donc un témoignage et un état de la situation sur le paradigme de l'exil, conçu comme élément d'un cadre imposant ses limites et essaie de donner forme aux questions suivantes : l'exilé peut-il comprendre mieux la culture qui l'accueille en recréant son cosmos perdu ? Est-ce que le déraciné peut s'enraciner dans la nouvelle culture en conservant son essence, sa sève culturelle ?

En vivant le phénomène de l'exil et de l'errance, on subit une variété de situations émotionnelles souvent traumatisantes. Celles-ci peuvent s'atténuer et souvent même se résorber par un travail de création qui permet la communication : « L'immigrant a besoin d'un espace potentiel qui peut servir de lieu de transition et de temps de transition entre l'objet maternel (la terre mère, le foyer, la culture) et le nouveau monde externe (la nouvelle culture), un espace qui lui permet de vivre la migration comme un jeu pour les enfants. » (Grinberg, L., & Grinberg, R., 1971). La création est alors un espace



Fig. 1. Illustration de la main de Amaya Clunes

ludique privilégié pour que se développe l'affirmation de l'individu qui désire établir la communication et intégrer culturellement.

« Le terme transplantation a été utilisé comme synonyme de migration », (Grinberg, op.cit.) et nous l'étendons ici au processus de transculture. On utilise le terme avec certaines nuances car il s'applique généralement à des individus parfois très enracinés, ce qui module le degré d'intensité du déracinement que subit tout immigrant. Le concept de déracinement ou d'exil, comme l'affirme Neruda, nous paraît adéquat et significatif pour l'exilé.

Si nous parlons de racines, de déracinement et d'enracinement, d'exil, de transplantation, de transculture nous sommes étroitement ancrés dans le concept de terre qui est très près de la notion première et ancienne de la culture du XIII^e siècle liée à « un tronçon de terre cultivable et au culte religieux ». Dans son livre *La culture contre l'art*, Josette Féral souligne que dans l'Encyclopédie universelle, « la sociologie de la culture se définit comme l'étude des relations des arts dans la société, l'objet culturel étant un objet symbolique produit pour la société ».

Dans cet article, nous jetterons un bref coup d'œil sur diverses œuvres, en fait sur trois de mes œuvres, qui pourraient présenter, selon nos analyses, les symptômes du déracinement et qui mettent en relief l'intention de communiquer qui nous sommes, d'où nous venons, quel est le chemin que nous empruntons, autant d'œuvres symboliques de l'exil : « Add a Kezed » (Donne-moi la main), programme de télévision de 30 minutes réalisé par la Magyar Televízió, 1979, Budapest, Hongrie. « A Piros Kopive Virag » (El Copihue Rojo), livre et court métrage d'animation, réalisé par Mora Ferenc Kiadó et Pannónia Film Studio, 1980, Budapest, Hongrie. « Y veinte años no es nada », texte et mise en scène, salle d'essai Claude-Gauvreau, UQAM, 1993, Montréal, Québec.



Fig. 2. Amaya Clunes (à droite) enseigne aux enfants des chansons chiliennes au Centre culturel Obuda à Budapest



Fig. 3. Des enfants dansent pour l'émission *Add a Kezed* (Donne-moi la main)



Fig. 4. Des enfants jouent pour l'émission *Add a Kezed* (Donne-moi la main)

Pour nous aider à nous situer dans le contexte, nous pourrions dire que l'une des caractéristiques de notre condition de déracinés est de nous demander qui nous sommes, d'où nous venons et d'exprimer ensuite la douleur du deuil et la tristesse de la nostalgie. Étapes de pertes, étapes négatives. L'exilé a perdu sa terre maternelle, son paysage humain et géographique, son habitat, sa famille, son appartenance à sa société, ses avoirs petits et grands. Il a perdu son microcosme, sa culture, il se sent amputé. À travers ces sentiments, plusieurs s'emploient de manière laborieuse et inquiète à recréer l'équivalent au moyen du rêve ou de la transposition, voire même à transplanter, ce qui s'avère le plus fructueux, la création. On essaie de semer, de recultiver, de replanter, de recréer.

Il y a certes une autre caractéristique qui entre en jeu : le désir du retour pour retrouver les odeurs, les saveurs, les affections, la famille, la lumière, l'humus de nos racines. Dans certains de ces cas, à cause de l'impossi-



Fig. 5. Esquisse pour *Add a Kezed* (Donne-moi la main)

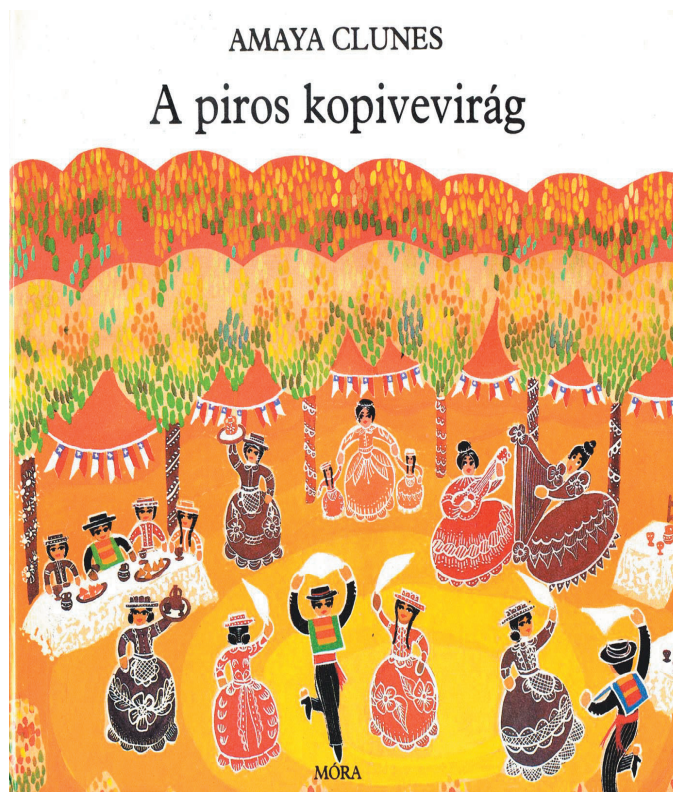


Fig. 6. Page couverture du livre *A Piros Kopive Virag*

bilité de le réaliser dans l'immédiat, le désir se transforme en rêves qui permettent de retourner clandestinement, subrepticement, au lieu d'origine. Le fait de pouvoir reconstruire son petit univers et le ventre perdu, d'ouvrir la voie à de nouvelles racines, nécessaires dans le sens physique et métaphysique devient indispensable et fondamental. On pourrait illustrer cette situation à partir de l'image d'un bulbe séché qui, à l'arrivée du printemps, trouve son chemin avec de nouvelles racines, à travers l'obscurité de la nouvelle terre, pour refleurir.

« *Add a Kezed* » était une émission de télévision de style documentaire. À partir du jeu pour les enfants « *Ha llegado carta* », l'émission permettait de retrouver le pays de façon ludique en présentant un panorama du Chili à travers des images, des témoignages d'enfants significatifs des périodes troubles de son histoire, des récits, des chansons, des danses, des jeux, le tout appuyé par un groupe choral et musical de Chiliens. Pour ce faire, on a travaillé avec des enfants hongrois et chiliens qui ont chanté ensemble dans leur langue respective depuis « *Dame la mano* » jusqu'à « *Esik az esö* », l'équivalent en hongrois de « *Que llueva, que llueva...* ». Le but de l'émission était précisément d'illustrer d'où nous venions, qui nous étions, ce que nous vivions au moment présent et comment nous essayions de créer des ponts en vue de communiquer avec la société d'accueil. « Il semble que la possibilité de développer un sentiment d'adhésion est une condition indispensable pour s'intégrer avec succès dans un nouveau pays, tout autant que pour maintenir le sentiment de sa propre identité. » (Grinberg, L., & Grinberg, R., 1971).

« A Piros Kopive Virag », film d'animation de 8 minutes, reprenait la forme et la structure du voyage à travers le pays perdu, grâce à un voyage magique ou rêvé vers le pays d'origine. Un groupe d'enfants exilés voyagent vers la terre natale de leurs parents dans le but de trouver pour eux la fleur rouge appelée copihue ; ils ne connaissent, de cette terre natale, qu'une mystification allégorique construite à partir des récits de leurs parents. Les enfants doivent affronter quelques-uns des dangers auxquels certains de leurs parents furent confrontés pour finalement se retrouver devant les gardiens de la fleur convoitée et recevoir une triste réponse : la copihue rouge ne peut être arrachée de son terreau naturel, elle ne se transplante pas. C'est le cas douloureux de plusieurs exilés qui n'ont jamais réussi à s'adapter à une nouvelle vie. Ce film se caractérise par un processus



Fig. 7. Diagramme du film *A Piros Kopive Virag* (La Fleur copihue rouge)



Fig. 8. Autre diagramme du film *A Piros Kopive Virag* (La Fleur copihue rouge)

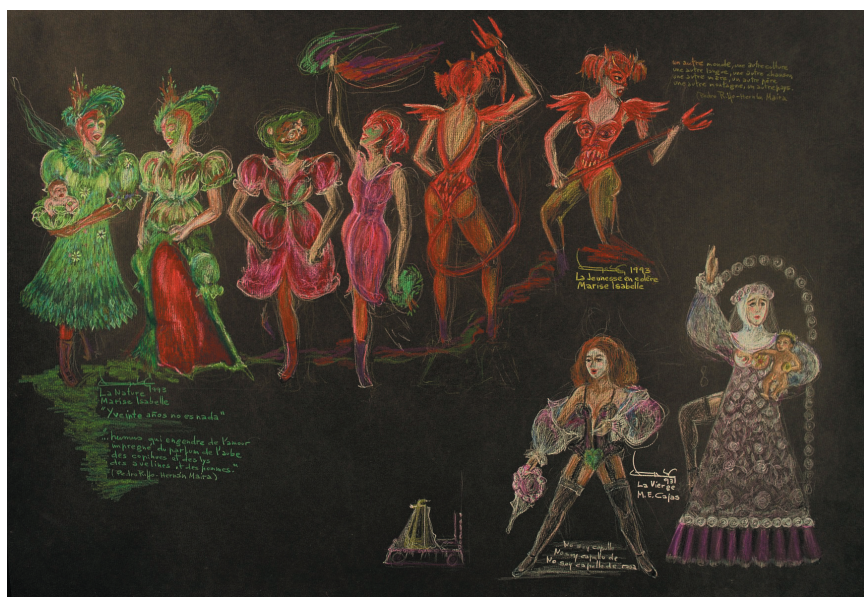


Fig. 9. Esquisse pour le personnage de Mme Nature et la Vierge
20 ans ce n'est pas rien

involutif de retour à la terre mère, recréant, en quelque sorte, les valeurs humaines, socioculturelles, géographiques et folkloriques perdues. Cependant l'esthétique du film inclut déjà des éléments d'esthétiques de la culture d'accueil : l'influence de la broderie traditionnelle, de l'artisanat et de l'art populaire. Nous cherchons à dire que cette hybridation esthétique se réalise pour créer une image séductrice en vue de se faire accepter, de se faire aimer, transmettant les émotions à travers des couleurs lumineuses, des dessins naïfs et des images poétiques, véritables fleurs d'une nouvelle plante, de la création. Un livre en images que j'ai écrit en hongrois raconte les mêmes faits.

Montreal... ah Montréal, Monrial !!!, terre d'accueil et bouillon de culture en ce qui concerne le phénomène théâtral, rencontre inusitée d'un grand nombre de gens de théâtre chiliens exilés et réunis en un lieu propice aux échanges : Manuel Aránguiz, Rodrigo González, Gastón Iturra, Miguel Retamal, Alberto Sendra, Enrique Sandoval, Jaime Silva, pour n'en citer que quelques-uns. Vingt années après l'arrivée des exilés chiliens à Montréal, l'activité théâtrale a quelque peu diminué, mais le Nouveau théâtre expérimental La Barraca avait la possibilité de présenter une œuvre de commémoration de l'événement. Carmen Cordero et Tilma Saez, pionnières, entre autres, de l'activité théâtrale, m'approchèrent pour voir la possibilité de réaliser ce projet puisque les réalisateurs déjà mentionnés ou ne pouvaient ou n'étaient pas présents et curieusement la solution se présenta. J'étais alors la seule scénographe disponible et c'est ainsi qu'à partir d'un projet de performance en costumes et du travail commun de deux autres femmes Aspasia Worlitzky et Maritza Alvarez, nous initiâmes un processus extrêmement intéressant de travail commun entre un groupe de chiliens et des étudiantes d'un programme de baccalauréat de l'UQAM. Cette initiative put bénéficier de l'appui du programme de recherche et de création de l'UQAM, le PAFAC, par le biais de ma participation comme professeure du département de Théâtre.

Ajoutons que, en dépit d'une optique de périple vers le passé qui situait l'exilé dans son propre pays, certaines scènes ont été traduites en français, grâce à la participation de la professeure Oro Anahory, plus particulièrement celles qui impliquaient la participation d'acteurs québécois. La langue est un élément culturel important qui a une forte relation avec la mère et la terre maternelle. Notre vision du monde s'exprime à travers le verbe que nous commençons à acquérir avec le lait maternel, puisque l'une des premières grandes crises de l'être humain est la perte de la langue maternelle. De fait, une des grandes difficultés d'adaptation se situe dans cette période d'apprentissage de la nouvelle langue et le sentiment d'appartenance apparaît avec une plus grande confiance le jour où nous commençons à maîtriser la nouvelle langue. Mais il est évident que, dans cette expérience théâtrale, la langue de travail commune fut le français, même si les scènes spécifiques se rapportant aux Chiliens se faisaient en castillan.



Fig. 10. Maquette pour *20 ans c'est pas rien*



Fig. 11. Scène finale de *20 ans c'est pas rien*



Fig. 12. Équipe de travail pour *20 ans c'est pas rien*, composée de Chiliens et de Québécois

Foto Patricio Guzmán Campos

Cette œuvre se construit en grande mesure avec les forces vives des exilés de Montréal, soit d'après une perspective onirique ou à partir d'un dénombrement ou de souvenirs, voire de la satire avec un certain humour noir... Dans un style non linéaire, avec des installations scénographiques et avec la collaboration du groupe musical Lemunantu, elle s'accompagna de la composition d'une musique créée spécialement pour cette œuvre théâtrale par Pedro Riffo et Hernan Maira. Teresa del Pozo traduit le texte des chansons en français en vue d'une meilleure compréhension du public québécois.

On dit que créer, c'est faire quelque chose à partir de rien et, dans cette optique, le Créateur suprême aurait fait le monde à partir de rien. En accord avec d'autres créateurs artistiques, nous croyons plutôt que quand nous créons, nous nous rapprochons davantage des divinités grecques ou de celles de Popul Vug qui se trompent ou qui réagissent plus comme des humains avec beaucoup de défauts que comme des dieux. En effet, en créant pour la scène avec le groupe de Chiliens, nous avons proposé sur un plan artistique quelque chose qui n'existait pas au niveau de la scénographie. Nous avons illuminé notre microcosme d'exilés, interprétant les désirs et les expériences réelles d'un groupe qui voulait se présenter autant devant ses compatriotes que devant les membres de la communauté d'accueil avec ses peines et ses joies, en essayant de conserver son identité. Il y a eu une participation de générations diverses, aussi bien sur scène que derrière les coulisses, dans la réalisation et la planification des aspects techniques et plastiques. Nous croyons sincèrement que ce fut une illustration féconde d'une rencontre réelle, pratique et créative pour les deux groupes entre deux communautés intéressées l'une à l'autre et ayant le désir de partager leur vécu.

Quelqu'un a déjà dit — et nous nous excusons de ne pouvoir donner la citation exacte — que les exilés et les immigrants sont des arbres dont les branches se transforment en de nouvelles racines et nous nous imaginons qu'elles arrivent à fleurir en mélangeant leur sève originale avec la nouvelle sève. Nous, créateurs, sommes des médiateurs de ponts de communication avec nos racines transplantées. Il est possible de s'ouvrir à l'autre à travers la création si, comme on le dit au début, celle-ci est une expression symbolique de nos valeurs de créateurs culturels.

Références

Clunes, A. 1982. *A piros Kopivevirag*. Budapest : Mora Ferenc Kiadó.

Féral, J. 1990. *La Culture contre l'art*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Grinberg, L., & Grinberg, R. 1971. *Psiconálisis de la migración y del exilio*. Madrid : Alianza Editorial.

* Pour plus d'informations sur l'auteure, son œuvre et sa carrière, on peut consulter son site à l'adresse suivante : <http://www.er.uqam.ca/nobel/r34320/auteur/index.html>

Rapport du Président

::: Yvon Pépin

Grand besoin de renouveau au conseil d'administration

Une autre année où j'ai cumulé les fonctions de président et de secrétaire de l'APR-UQAM en espérant une relève pour les années qui viennent. Plusieurs des membres du conseil d'administration y siègent depuis de très nombreuses années. Certains prennent de l'âge et accusent une certaine fatigue. Il faut sérieusement penser à une relève jeune et dynamique. J'ose espérer que sur les quelques 230 membres de notre association, il se trouve des jeunes retraités prêts à s'impliquer sérieusement pour le bien-être de l'APR-UQAM.

Par ailleurs, notre collègue Amaya Clunes Gutierrez, qui était membre du conseil d'administration, a dû annoncer son retrait pour des raisons personnelles. Je tiens à la remercier sincèrement pour l'apport qu'elle a apporté à nos réunions par ses interventions toujours pertinentes et précieuses ainsi que pour la présentation commentée de sa vidéo *Le Copihue rouge* dans le cadre d'une activité sociale. Nous lui souhaitons chaleureusement de poursuivre une retraite heureuse.

Cette année, en plus des dossiers récurrents que sont l'édition du bulletin, les activités sociales et l'attribution des bourses de l'APR-UQAM, deux sujets de discussion ont occupés nos réunions, à savoir la révision du Protocole et la mise à jour du site Web de notre Association.

Gilles Gauthier s'était donné comme tâche d'actualiser et de moderniser le site Web de l'APR-UQAM. Les résultats de ces travaux peuvent être admirés sur notre nouveau site Web : www.apr-uqam.org.

Sous les bons soins de Denis Bertrand, puis de Marcel Rafie, avec énergie et générosité, quatre éditions du bulletin ont été produites cette année. Il faut remercier tous ceux qui ont consenti à écrire des articles sur leurs débuts à l'UQAM. La mise en page, toujours bien soignée, est celle de notre éditeur Roch Meynard, qui performe dans ce domaine année après année et à qui j'adresse mes sincères félicitations pour ce travail bien fait. Il faut noter que notre collègue, malgré un

handicap récent, cumule, et ce depuis de nombreuses années, les tâches de registraire, trésorier, éditeur du Bulletin, archiviste, correspondance avec les membres et la tenue du secrétariat. C'est le cœur et la mémoire de notre Association.

Les activités sociales sont toujours une tâche exigeante, mais combien nécessaire, pour maintenir une certaine cohésion entre nos membres retraités. Nous devons cette tâche à Monique Lemieux et Linda Gattuso, qui ont réussi à réunir encore plus de personnes autour d'activités sociales diverses (voir le rapport du secrétaire) ou encore autour d'une table bien garnie dans des restaurants reflétant la gastronomie d'autres pays. Un grand merci à ces deux collègues pour ce travail exigeant et si bien accompli. D'autre part, si vous recevez chaque année de bons vœux d'anniversaire, qui mettent un peu de baume sur les années qui passent, c'est grâce à Suzanne Lemerise, qui se fait un devoir de penser à vous en cette occasion. Merci Suzanne !

Cette année, l'offre de bourses d'études aux étudiants du baccalauréat a été bonifiée. Désormais, deux bourses d'un montant de 2 000 \$ seront offertes par l'entremise de la Fondation de l'UQAM. Nos collègues Robert V. Anderson et Marcel Rafie se sont appliqués à étudier les nombreux dossiers soumis. Merci à eux deux pour cette tâche astreignante, mais combien utile. Enfin, le conseil d'administration de l'APR-UQAM remercie toutes les personnes qui ont contribué aux Fonds des bourses de l'APR-UQAM en identifiant et dirigeant vers l'APR-UQAM leurs dons faits à la Fondation. C'est grâce à leur générosité si nous pouvons ainsi aider les étudiants dans leurs études universitaires. Nous souhaitons beaucoup que cette pratique s'amplifie afin d'offrir encore plus d'aide aux étudiants.

En terminant, je veux remercier vivement les membres du conseil d'administration, qui m'ont encouragé et soutenu toute l'année dans mon mandat de stimuler et mener à bien les projets de l'année écoulée.

Rapport du secrétaire

::: Yvon Pépin

Répartition des responsabilités pour l'année 2012-2013

Lors de sa première réunion, à la suite des manifestations d'intérêt des membres et des discussions en séance, le conseil d'administration de l'APR-UQAM répartit comme suit les responsabilités pour l'année 2012-2013 :

Président	Yvon Pépin
Vice-président	Denis Bertrand
Trésorier	Roch Meynard
Secrétaire	Yvon Pépin
Conseillers	Robert V. Anderson Amaya Clunes Gutierrez Gilles Gauthier Marcel Rafie

De plus, les différentes tâches devant être assumées par les membres du conseil d'administration et d'autres membres de l'APR-UQAM ont été attribuées :

Direction du Bulletin	Denis Bertrand
Révision des textes du Bulletin	Marcel Rafie
Mise en page et production du Bulletin	Roch Meynard
Activités sociales et culturelles	Monique Lemieux et Linda Gattuso
Conférences publiques de l'APR	Yvon Pépin
Registraire, archiviste	Roch Meynard
Webmestre	Gilles Gauthier
Application du protocole	Le CA
Envoi des vœux d'anniversaire	Suzanne Lemerise
Messages téléphoniques	Yvon Pépin
Fédération des retraités de l'Université du Québec (FRUQ)	Robert V. Anderson Gilles Gauthier Yvon Pépin

Le conseil d'administration de l'APR-UQAM a tenu six réunions au cours de l'année 2011-2012. Les procès-verbaux de ces réunions sont disponibles sur le site Web de l'APR-UQAM de même que ceux des assemblées générales :

<http://gillesgauthier.net/proces-verbaux/conseils-dadministration> (URL temporaire!)

À la suite de ces réunions, l'on peut noter les points importants suivants. Le projet de révision du Protocole APR-UQAM et l'Université a été poursuivi. D'autre part, une révision du site Internet de l'APR-UQAM s'est concrétisée et il est présentement sur la Toile. L'adresse permanente (www.apr-uqam.org) sera bientôt activée. Parmi les activités courantes, il faut mentionner les discussions autour des activités sociales et du contenu du bulletin *Pour la suite du monde*.

La philosophie qui a présidé aux activités sociales est toujours de développer des liens d'amitié et des échanges entre collègues retraités. Ainsi, cette année, en plus de dîners mensuels où les professeurs retraités ont été conviés, plusieurs activités ont été planifiées, dont la visite au Musée de Pointe-à-Callière de l'exposition *Les Samouraïs* de notre collègue Richard Béliveau, suivie de la visite de la collection d'art de Hydro-Québec, puis d'une activité de partage avec Amaya Clunes Gutierrez, qui nous a présenté une de ses œuvres : *Le Copihue rouge*. Enfin, une visite commentée par Georges Leroux de la collection philosophique de Raymond Klibansky. Il faut remercier sincèrement Monique Lemieux et Linda Gattuso pour l'organisation de toutes ces activités.

Comme à chaque année, des bourses de l'APR-UQAM ont été décernées à des étudiants méritants. Cette année, les deux bourses ont été attribuées à deux étudiantes du baccalauréat : Maryse Décarie-Daigneault, baccalauréat en droit (2 000 \$) et Sophie Limoges, baccalauréat en actuariat (2 000 \$). Les nombreux dossiers soumis par la Fondation de l'UQAM ont été étudiés par Robert V. Anderson et Marcel Rafie. Les recommandations ont été acheminées et entérinées par le conseil d'administration de l'APR-UQAM. Le président Yvon Pépin a représenté l'APR-UQAM lors des deux sessions de remise officielle des bourses par la Fondation de l'UQAM.